

Evaluation Rapide Multisectorielle



Lieu de l'ERM: BUHURI/ NTAMUGENGA ZS DE RWANGUBA (Janvier 2025)

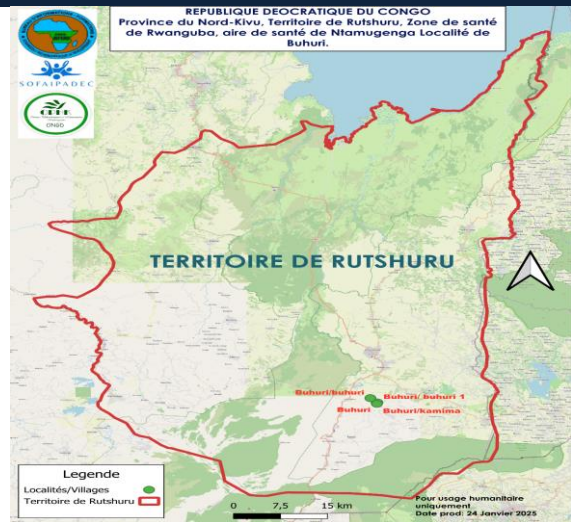
Contexte

Description de la crise

Depuis le début de l'année 2024, plus de 1 400 000 personnes se sont nouvellement déplacées en RDC portant le total à environ 6,4* millions de personnes déplacées. Les femmes représentent 51% de la population déplacée. Plus de 80% des déplacements sont dus aux attaques et affrontements armés. Au cours des 3 derniers mois, les provinces du Nord-Kivu, de l'Ituri et du Sud Kivu ont accueilli le plus grand nombre de personnes retournées. Cfr Rapport situation OCHA, Août 2024. Il a été signalé au mois de novembre 2024 à travers l'arte 5602 publiée par OCHA, 622 ménages (soit environ 3110 personnes) personnes retournées présentant un besoin d'assistance humanitaire dans la localité de Buhuri, groupement Kisigari, aire de santé de Ntamugenga, ZS de Rwanguba. Selon le chef de localité de la de Buhuri, ces personnes sont réparties dans 308 ménages retournés (dont 136 ménages en provenance de Kanyaruchinya en aout 2024 et 172 venus de Kiseguro en septembre) et 314 ménages déplacés en familles d'accueils dans la même localité à la suite de la destruction des leurs habitations par des bombes en fin 2023. Le retour progressif de la population a commencé aout 2024 mais la majorité de ces retournés est venue à partir du 12 septembre 2024 en provenance du site des déplacés de Kanyaruchinya dans le territoire e Nyiragongo.

Une autre partie de ces retournés est venue au même mois de septembre de l'AS de Kisuguro en groupement Binza à la suite de dégradation de la situation sécuritaire dans cette zone. Les besoins prioritaires exprimés par ces personnes sont Abris, nourriture, AME, Education. Une évaluation multisectorielle suivie des réponses est recommandée dans la zone

Les ménages récemment déplacés/retournés présentent des besoins humanitaires nécessitant des interventions urgentes pour lesquels l'ampleur doit être mesurée afin de faciliter l'orientation de la réponse. C'est dans l'objectif de s'impregner de la situation humanitaire dans la zone que BIFERD, OPHK, SOFAIPEDEC ont organisé une évaluation rapide multi-sectorielle du 15 au 18 janvier 2025, dans l'axe Kako-Buhuri - Ntamugenga dans le groupement GISIGARI, ZS de RWANGUBA, territoire de Rutshuru.



Source des résultats : ¹	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	5602	5602	
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	01/01/2025	13/09/2024	
Date de fin de crise	#NOMBRE!	En cours	
Estimations nb total de ménages dans la zone	108	1729	
Taille moyenne ménages	7,4	-	

	Source : équipe d'évaluation
Accès physique	Moto
Accès sécuritaire	
Présence de la MONUSC	Non
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Lorem ipsum dolor sit amet, consectetur adipiscing elit, sed do eiusmod tempor
Couverture tél.	0% (estimation)

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés
 RDS: Revue de données secondaires
 GDC: Groupe de discussion communautaire
 OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

la crise actuelle à la suite des conflits armés est à la base de plusieurs vulnérabilités ausein de la communauté dont plusieurs familles n'ont pas d'habitation et vivent entassés dans des petits espaces car les maisons ont été détruites par les obus et restent non réhabilités voir d'autres sont des déplacés dans la zone d'étude. cette insuffisance des maisons est à la base de hausse du coup de loyer mais aussi expose les populations au risque de VBG car plusieurs ménages entassés dans des petites pièces. la présence des plusieurs personnes déplacées non assistées est à la base de vol de cultures. Suite à la vulnérabilité accrue, les ménages ne consomment difficilement qu'un repas par jour, et des cas de malnutrition sont signalés, surtout chez les enfants et FEFA.

L'accès aux soins de santé est entravé par des coûts élevés et le manque de moyens financiers. Les services de maternité sont particulièrement coûteux, et le recours aux traitements traditionnels constitue un risque pour la santé. Bien que l'eau potable soit disponible, le stockage reste problématique en raison du manque de récipients. Les latrines hygiéniques sont insuffisantes, et la défécation à l'air libre est fréquente dans certaines zones d'où le risque pour la communauté d'attraper les maladies hydriques est élevé. L'accès à l'éducation de base de qualité n'est pas garantie à tous les élèves par l'insuffisance de salles de classe et de fournitures scolaires. Les populations font face à des risques accrus de violences sexuelles, de mariages précoces, et de traumatismes psychologiques. Les familles vivant dans des conditions précaires sont également exposées à des violations des droits de l'enfant, telles que le travail forcé. Certains ENA/ES encore dans les FAT/FAS en attente de la réunification familiale.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Age	Femmes	Hommes
64+ ans	1%	1%
18-64 ans	18%	14%
6-17 ans	22%	22%
7 mois-5 ans	8%	10%
0-6 mois	2%	2%
Total	51%	49%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	96%
Nutrition	1%
Abris	1%
Articles ménagers essentiels (AME)	2%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	0%
Education	0%
Nourriture	1%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	1%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	33				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	0%	4%	23%	-	73%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	1%	-	9%	-	90%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	3%	26%	-	-	48%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	38%	-	-	-	63%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	-	-	-	-	-
	MAG femmes enceintes et allaitantes	-	-	-	-	-
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	1%	44%	54%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	-	40%	-	-	-
Articles ménagers	Score card AME	0%	2%	15%	36%	46%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	67%	8%	0%	2%	19%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	0%	-	3%	-	97%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	31%	30%	30%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	-	38%	-	-	-
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	-	-	Paludisme	-	-
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	72%	-	-	-	28%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	89%	-	-	-	11%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	57%	-	-	-	7%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	93%	-	6%	-	2%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	-	-	-	60%	-

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

La crise dans la localité de Buhuri est étroitement liée à l'évolution du conflit armé dans la région et à la situation sécuritaire dans les zones voisines. Les perspectives incluent :

La stabilisation potentielle. Si les affrontements cessent, les mouvements de retour pourraient se poursuivre, augmentant la pression sur les ressources locales et nécessitant une réhabilitation rapide des infrastructures et des habitations.

La pérennisation des besoins humanitaires : les besoins sont persistant à cause de mouvement pendulaires des populations. Les zones évaluées semblent avoir été oubliées par des réponses humanitaires et la cause serait par crainte de manque d'accès suite à l'inécurité.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	69%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	60%
Vouchers / foires	14%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	56%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	11%
Autre	24%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

(Fréquence de réponses pondérée)³

Fréquence max. possible: 25

Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	19
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	15
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	4
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	7
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	4
Santé	12
Education	6
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	2
Moyens financiers (cash)	6
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

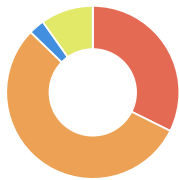
En réponse à l'alerte publiée par Ocha; BIFERD, SOFAIPEDEC, OPHK ont fait une évaluation rapide multisectorielle (ERM) qui a été réalisée dans la zone de santé de Buhuri. Les enquêtes ménages ont ciblé un échantillon de 108 ménages, sélectionné à partir d'une population estimée à 664 ménages déplacés répartis sur 4 localités (Buhuri, Buhuri/Kamima, Buhuri/Buhuri 1, et Buhuri/Buhuri) dont 156 ménages retournés en provenance de Goma dans le site de déplacés de Kanyaruchinya, 183 ménages retournées en provenance de Kisegoro, 316 ménages déplacés en familles d'accueils et 9 ménages rapatriés en provenance de l'Ouganda. Cette échantillon a été calculé avec un niveau de confiance de 95 % et une marge d'erreur de 10 %.

L'allocation de l'échantillon a été proportionnelle à la taille de la population de chaque localité. 79 enquêtes ont été effectuées à Buhuri, tandis que 10 enquêtes ont été menées à Buhuri/Kamima. Les ménages ont été sélectionnés selon un échantillonnage aléatoire simple, sans stratification. En complément des enquêtes ménages, des groupes de discussion communautaire (GDC) ont été réalisés de manière raisonnée, prenant en compte des critères tels que le sexe des participants. Deux FGD ont été organisés au total dont l'un avec les hommes et l'autre avec les femmes. 12 informateurs clés incluant les IC généraux et sectoriels ont participé à l'enquête. Ces discussions ont permis de collecter des informations qualitatives sur la situation humanitaire dans les zones enquêtées. Cette évaluation a permis de fournir des résultats généralisables à l'ensemble de la population étudiée tout en mettant en lumière des besoins spécifiques dans chaque localité. Les données collectées serviront de base pour orienter les interventions humanitaires.

Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?																				
RDS	Non	-	-	Indicatifs																				
IC distance	Non	-	-	Indicatifs																				
IC sur place	Oui	Aléatoire simple	Placement (PDI, r	Indicatifs																				
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs																				
EM (OL)	Oui	Aléatoire simple	Aucune	représentatifs																				
	Non	-	-	Indicatifs																				
<table border="1" style="width:100%"> <thead> <tr> <th></th> <th>EM</th> <th>IC</th> <th>RDS/GDC</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Date de début de l'enquête</td> <td>11/01/2025</td> <td>14/01/2025</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Date de fin de l'enquête</td> <td>17/01/2025</td> <td>17/01/2025</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Organisation</td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Mission inter-agence/inter-organisation?</td> <td>Oui</td> <td>Oui</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>						EM	IC	RDS/GDC	Date de début de l'enquête	11/01/2025	14/01/2025		Date de fin de l'enquête	17/01/2025	17/01/2025		Organisation				Mission inter-agence/inter-organisation?	Oui	Oui	
	EM	IC	RDS/GDC																					
Date de début de l'enquête	11/01/2025	14/01/2025																						
Date de fin de l'enquête	17/01/2025	17/01/2025																						
Organisation																								
Mission inter-agence/inter-organisation?	Oui	Oui																						
Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC																				
Buhuri	79	79	12	2																				
Buhuri/kamima	10	10	0	0																				
Buhuri/ buhuri	18	18	0	0																				
Buhuri/buhuri	1	1	0	0																				
			0	0																				
			0	0																				
			0	0																				
			0	0																				
			0	0																				
			0	0																				
			0	0																				
			0	0																				
			0	0																				
			0	0																				
			0	0																				
			0	0																				
			0	0																				
0	0	0	0	0																				
Total	108	108	12	2																				

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	31%	21%	0
Retournés	52%	28%	0
Communauté hôte / aut	3%	28%	0
Réfugiés	9%	0%	0
Rapatriés / expulsés	0%	23%	0

Analyse des mouvements de population

Les multiples guerres sont à la base des mouvements populations dans les zones enquêtées, dont 52 % représentent les ménages retournés, constituant la majorité, suivi des déplacés à 31 %. Les PDI représentent 9 %, et les communautés hôtes seulement 3 %, sans aucun rapatrié ou expulsé recensé. En revanche, dans les zones IC, les proportions sont plus équilibrées : 28 % des ménages sont des retournés ou des communautés hôtes, tandis que 21 % sont des déplacés et 23 % des rapatriés/expulsés.

La taille moyenne des ménages dans les zones EM est relativement élevée, avec 7,4 membres par ménage, ce qui peut refléter des structures familiales élargies ou une cohabitation imposée par des contraintes économiques. Bien que cette donnée ne soit pas précisée pour les zones IC, la forte pression démographique y est notable, atteignant 261 % (ratio déplacés et retournés par rapport à la population hôte). Cette situation traduit une saturation critique des infrastructures et ressources locales, comparée aux zones EM où cette pression est évaluée à 92 %, un chiffre déjà significatif.

Les familles d'accueil émergent comme un levier important de soutien communautaire. Dans les zones EM, 28 % des ménages se déclarent familles d'accueil, représentant environ 30 familles dans la zone d'enquête. Ce soutien traduit une forte solidarité pour intégrer les populations déplacées. Dans les zones IC, bien que la proportion précise ne soit pas indiquée, les réponses montrent que les familles d'accueil représentent une part significative, probablement supérieure à la moitié des ménages.

L'analyse globale souligne les disparités entre zones, avec l'absence de données pour les RDS/GDC, nécessitant une interprétation prudente. Les différences de pression démographique et de profils de population illustrent des besoins variés, allant de l'amélioration des infrastructures à des initiatives de réintégration.

	EM	IC	RDS/GDC
Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)			
Déplacés	33	369	0
Retournés	56	478	0
Communauté hôte / autochtones	3	479	0
Réfugiés	10	2	0
Rapatriés / expulsés	0	401	0
Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée	108	1729	0
Taille moyenne des mèm	7,4	-	0,0
Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)	92%	261%	
Proportion de ménages se déclarant familles	28%	aucun (plus de la	0
		<i>(Réponse IC majoritaire)</i>	
Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée	30	-	

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisées lors de cette évaluation.

<115 mm	Malnutrition Aiguë Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aiguë Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aiguë Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
Garçons de moins de 5 ans						
<115 mm	0		0		0	
115-125 mm	0		0		0	
>125 mm	0		0		0	
MAG	0		0		0	

	n	%	n	%	n	%
Filles de moins de 5 ans						
<115 mm	0		0		0	
115-125 mm	0		0		0	
>125 mm	0		0		0	
MAG	0		0		0	

	n	%	n	%	n	%
Enfants de moins de 5 ans						
<115 mm	0		0		0	
115-125 mm	0		0		0	
>125 mm	0		0		0	
MAG	0		0		0	

Femmes enceintes et allaitantes

	n	%
<185 mm	0	
185-230 mm	0	
>230 mm	0	
MAG	0	

Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

	< 2 ans		≥ 2 ans	Total
	n		n	n
Garçons de moins de 5 ans				
<115 mm	16		12	28
115-125 mm	23		12	35
MAG	39		24	63

			n	n
	n			
Filles de moins de 5 ans				
<115 mm	13		11	24
115-125 mm	13		11	24
MAG	26		22	48

			n	n
	n			
Enfants de moins de 5 ans				
<115 mm	29		23	52
115-125 mm	36		23	59
MAG	65		46	111

Femmes enceintes et allaitantes

	n
<185 mm	10
185-230 mm	10
MAG	20

Analyse Nutrition

La situation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans 111 cas de malnutrition aiguë globale (MAG). Les garçons sont plus touchés (63 cas) que les filles (48 cas). Parmi eux, 28 garçons et 24 filles présentent une malnutrition aiguë sévère (MAS), tandis que 35 garçons et 24 filles souffrent de malnutrition aiguë modérée (MAM). Les enfants de moins de deux ans sont les plus affectés, avec 65 cas de MAG contre 46 pour les plus âgés.

Chez les femmes enceintes et allaitantes, 20 cas de malnutrition aiguë globale (MAG) sont recensés, dont 10 de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 10 de malnutrition aiguë modérée (MAM).

Sécurité alimentaire

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses 16)	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	76%	12	
Agriculture de subsistance	11%	10	
Agriculture de rente	1%	2	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	9	
Exploitation minière artisanale	0%	0	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	1	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	1	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	1%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	42%	-	
Non	58%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC) proportion de bétails / animaux à élevage affectés (piqués / tués / dépiécés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
		Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
		Non consensus	
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	73%	-	
Non	27%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	0%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	0%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	0%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
		Non	
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	51%	11	
Non	46%	5	
Ne sait pas	2%	0	
Ne se prononce pas	1%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	3	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	9	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	4	
Ne sait pas	-	0	



	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses 16)	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire			
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	12%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	1%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	24%	-	
Marché	17%	-	
Travail pour de la nourriture	91%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	1%	-	
Achat auprès d'un voisin	6%	-	
Petit commerce	2%	-	
Vente de braises/charbon, etc	0%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	2%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	13%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	5%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	8%	-	
Autre	3%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	73%	-	5
1-2 semaines	23%	-	3
3-4 semaines	4%	-	1
Plus de 4 semaines	0%	-	
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ⁴			
Acceptable (>42)	1%	-	1
Limite (>28)	9%	-	3
Pauvre (≤28)	90%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁵			
Durable (<4)	3%	-	1
Sous pression (<19)	26%	-	3
Crise / urgence (≥19)	71%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

Les principales activités de subsistance soulignées par la communauté incluent le travail journaliers à 76%, 11% d'agriculture de subsistance, 1% agriculture de rente. 42% de la population enquêtée a accès à la terre, 73% des enquêtés ont eu accès au marché durant 7 jours précédents l'enquête. 100% des ménages ont déclarés que la nourriture devient de plus en plus chère. 73% de ménages enquêtés ont déclaré n'avoir pas de réserves alimentaires.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses 13)	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris			
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	19%	-	
En famille d'accueil	36%	-	
Dans un site spontané	0%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	28%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	16%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC) Beaucoup (plus de la moitié des ménages)

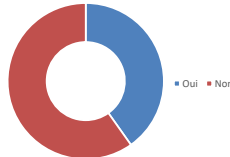
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM⁶, IC³)

Maison (construction durable)	2%	0
Maison (construction non-durable délabrée)	91%	13
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	6%	3
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	-	0
Ecole transformée en centre collectif	-	0
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0
Autre	0%	0
Ne sait pas	0%	0
Ne souhaite pas répondre	0%	0

Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC) Oui, quelques-uns (moins de la moitié)

Promiscuité dans les abris (EM)

		Sévérité
Oui	40%	2
Non	59%	-
Ne sait pas	0%	-



Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)⁷

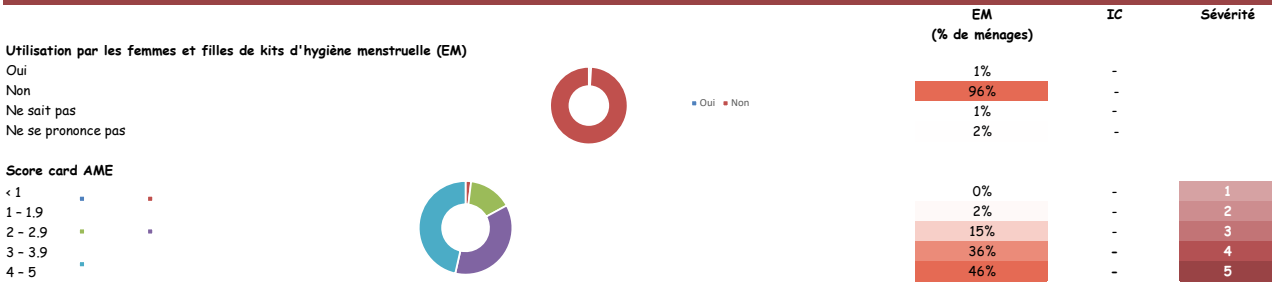
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	1%	1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	18%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	26%	2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	1%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	15%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	32%	
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	1%	
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	2%	3
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%	
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	3%	
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	0%	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	5

Analyse Abris

91 % des abris sont d'urgence, avec des murs en matériaux précaires tels que des sticks d'arbre ou du bambou, tandis que seulement 9 % sont construits avec des matériaux durables comme des briques cuites. Par ailleurs, 19 % des ménages signalent que tous les membres dorment dans la même chambre, renforçant ainsi la promiscuité au sein des habitations. Les discussions avec les informateurs clés révèlent que certaines habitations, notamment les abris de fortune en paille, sont vulnérables aux intempéries et présentent un risque élevé d'effondrement.

Les abris des ménages déplacés, souvent construits en matériaux temporaires et non durables, font face à de nombreux défis. Selon les données, 28 % des ménages rapportent des problèmes liés à l'humidité et à des infiltrations d'eau, aggravées par des structures mal isolées. Environ 40 % des ménages vivent dans

Articles Ménagers Essentiels (AME)



Analyse AME

96 % des ménages présentent un Score Card AME de 5, indiquant une situation de vulnérabilité extrême selon la matrice de classification. Les groupes de discussion communautaire (GDC) ont également signalé des besoins en AME, en particulier pour les ménages déplacés. Ces derniers rencontrent de graves difficultés liées au manque d'accès et de moyens pour conserver ces articles, aggravées par des déplacements répétés et des actes de pillage.

Les données montrent que 46 % des ménages atteignent le niveau de sévérité maximal, tandis que 36 % se situent au niveau 4. À l'opposé, seulement 2 % des ménages se trouvent à une sévérité de 2 ou moins. Ces chiffres soulignent l'urgence de fournir une assistance ciblée pour répondre aux besoins en AME et protéger les ménages les plus vulnérables.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérées) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA			
		13	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinetts privés	-	293	
Robinetts public / bornes fontaines	-	295	
Puits à pompe / forage	-	292	
Puits creusé aménagé	-	292	
Source naturelle aménagée	-	292	
Source naturelle non-aménagée	-	292	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	334	
Camion-citerne	-	292	
Charrette avec petite citerne	-	292	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	292	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	292	
Type de source d'eau (EM) ⁸			
Source améliorée	95%	-	1
Source non-améliorée	3%	-	3
Eau de surface	2%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<10% = Sévérité 1; 10%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	38%	-	2
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)			
		quelques-uns (moins de la moitié)	Aucun, tous les ménages ont
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	92%	-	
De 31 minutes à 2 heures	6%	-	
Plus de 2 heures	2%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	56%	4	
Les points d'eau sont trop éloignés	9%	4	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	0%	4	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	0%	1	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	0%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	13%	2	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	5%	6	
L'eau est trop chère	0%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	37%	6	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	0%	0	
Autre	4%	1	
Ne sait pas	0%	0	

EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérées) ³	Sévérité
	13	

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA

Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²

Tous les membres sans distinction	0%	-
Les hommes adultes	0%	-
Les femmes adultes	0%	-
Les garçons de moins de 18 ans	0%	-
Les filles de moins de 18 ans	0%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁷

Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source protégée	67%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non protégée	8%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source protégée	5%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non protégée	0%	-	4
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non protégée	0%	-	5
Accès à de l'eau de surface uniquement	2%	-	
Pas assez d'eau pour boire	19%	-	

Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)

Oui, eau et savon	0%	-	1
Oui, eau seulement	3%	-	3
Non	97%	-	5

Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)

Aucun(e)

Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)

Oui, quelques-un(e)s (moins de la moitié)

Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)

Oui	45%	-
Non	55%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Latrines séparées par sexe (EM)

Oui	0%	-
Non	100%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²

Présence de matières fécales	-	8
Eau stagnante	-	6
Déchets solides domestiques	-	10
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	2
Rongeurs / rats	-	0
Aucun	-	2

EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérées) ³	Sévérité
	13	

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA

Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{7, 9}

Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	31%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	30%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	30%	-	5

Analyse EHA

Les besoins en eau, hygiène et assainissement dans la zone d'évaluation met en évidence un risque accru de maladies d'origine hydrique pour les ménages concernés. Les ménages enquêtés citent fréquemment un manque de systèmes sanitaires adéquats : 31 % des ménages disposent d'un Score Card AME de niveau 3, tandis que 30 % atteignent le niveau 4 et 30 % le niveau 5, signalant des conditions critiques.

La majorité des ménages rapporte un manque d'installations sanitaires aggravé par des moyens financiers limités qui ne permettent pas d'entreprendre des travaux de rénovation. Par ailleurs, les familles priorisent leurs ressources et leur temps pour des activités de subsistance, négligeant les aspects sanitaires. Les conditions hygiéniques précaires, telles que le recours à de l'eau provenant de sources non améliorées ou de surface, exposent les ménages à des risques importants de maladies liées à l'eau.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé

13

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	48%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	16%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	34%	-
Autre	2%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	50%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	14%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	35%	-
Autre	1%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure	84%	-
Entre 1 heure et 2 heures	15%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	1%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	0%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	1
A la maison avec sage-femme	-	1
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de santé / d'accueil	-	8
Autre	-	3
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérées) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		13	
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	0	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	0	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	0	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	12	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	1	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	1	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	2	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	1	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	1	
Autre	-	1	
Ne sais pas	-	0	
Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)			
Diarrhée	38%	-	2
Fièvre	69%	-	
Toux	50%	-	
Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)

Oui
Non
Ne sait pas



Oui	50%	-
Non	21%	-
Ne sait pas	0%	-

Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

Paludisme
Infection Respiratoire Aigue
Diarrhées aiguës
Typhoïde
Malnutrition aigue globale
Rougeole
Choléra
Fièvre jaune
Fièvre hémorragique
Autre

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	850	450
Infection Respiratoire Aigue	38	75
Diarrhées aiguës	58	38
Typhoïde	0	89
Malnutrition aigue globale	28	35
Rougeole	0	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque grave

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Non, manque grave

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, beaucoup

Analyse Santé

Sur l'axe évalué, on trouve un hôpital général, quatre centres de santé et un poste de santé en mauvais état nécessitant une réhabilitation. Les structures en briques cuites sont les mieux équipées, mais elles manquent de médicaments, d'équipements médicaux et de personnel qualifié.

Les hommes et les femmes consultent principalement des structures de santé (48 % et 50 %), mais 34 % des hommes et 35 % des femmes se soignent à domicile. Les distances pour accéder aux soins restent raisonnables pour 84 % des ménages (<1 heure), mais 16 % font face à des distances plus longues.

Les conditions d'accouchement montrent que la majorité des femmes accouchent en centre de santé (8 cas pondérés), mais certaines le font encore à domicile, souvent par manque de moyens financiers. Le principal problème d'accès aux soins est le coût des traitements (pondération : 12), aggravé par des obstacles physiques et sécuritaires, notamment pour les personnes vulnérables.

Chez les enfants de moins de 5 ans, les principaux symptômes sont la fièvre (69 %), la toux (50 %) et la diarrhée (38 %), reflétant un risque accru de maladies graves. Les maladies les plus signalées sont le paludisme (850 cas suspects, 450 confirmés) et les diarrhées aiguës (58 suspects, 38 confirmés).

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		14	
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	28%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	12	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	11%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	9	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	3	-	
Nombre total de personnes âgées	0	-	





Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC)²

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) ³			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	5	4	6	5
Meurtre	2	2	5	2
Mutilations / coups et blessures	1	1	0	0
Violences intercommunautaires	2	0	0	0
Violences sexuelles	0	9	1	4
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	3	2	2	1
Blessés / morts dus aux mines	0	0	0	0
Mariage forcé / précoce	1	2	1	6
Violences conjugales	1	2	0	1
Séparation des familles	2	0	1	0
Pillage / vol / cambriolage	0	0	1	0
Pillage du bétail	1	1	1	0
Arrestations arbitraires	0	0	0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	2	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	1	0	2	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	1	0	0
Travaux forcés	0	1	1	2
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM)²

Violence physique ou harcèlement	6%	-
Déni d'accès à des services	0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	0%	-
Mariage forcé	0%	-
Travail forcé	1%	-
Pas de cas dans le ménage	81%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	7%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement		6%	-
Déni d'accès à des services		0%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées		0%	-
Mariage forcé		0%	-
Travail forcé		1%	-
Pas de cas dans le ménage		90%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas		5%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		14	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté		58%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas		12%	-
Viol		14%	-
Agression sexuelle		4%	-
Violence physique ou harcèlement		15%	-
Mariage forcé		2%	-
Déni d'accès à des services		0%	-
Abus psychologique / émotionnel		5%	-
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)			Non
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	9	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	5	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)			Oui
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	2	
Accapement des terres	-	6	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDIs	-	3	
Augmentation du coût du loyer	-	6	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	2	
Destruction des cultures ou des animaux	-	1	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	1	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	1	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

Analyse Protection

L'intensification des violences sur l'axe et les récents conflits armés ont entraîné de nombreux incidents de protection. Les pillages, meurtres, travaux forcés, mariages forcés, violences conjugales et mutilations sont les cas les plus signalés. Bien que seulement 1 % des ménages mentionnent des tensions entre déplacés et communautés hôtes, des inquiétudes subsistent à cause des tensions entre groupes armés et FARDC. Cependant, 61 % des ménages confirment l'existence d'un mécanisme communautaire de médiation. Dans cette zone, 28 % des ménages ont accueilli des enfants non accompagnés, et 11 % signalent la présence de personnes en situation de handicap, incluant 9 enfants et 3 adultes. Les préoccupations varient : les femmes adultes évoquent davantage les violences sexuelles et mariages forcés, tandis que les hommes rapportent des meurtres et violences intercommunautaires. Malgré 81 % des ménages masculins et 90 % des ménages féminins n'ayant signalé aucun incident récent, des cas de harcèlement et violences physiques persistent dans 6 % des foyers. Par ailleurs, 14 % des ménages rapportent des cas de viol et 15 % mentionnent des violences physiques, sans aucun service de prise en charge identifié. Les tensions liées à la propriété foncière, comme l'accapement des terres et la hausse des loyers, demeurent préoccupantes.

Éducation

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education		21	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)			
Oui			
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	93%	-	1
Plus de 1 heure	6%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	2%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	2%	-	
Non	95%	-	
Ne sait pas	3%	-	
Proportion d'enfants de 0 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)			
Oui, quelques-uns (moins de la moitié d'entre eux)			
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	13	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	1	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	54%	-	
Filles (Primaire)	49%	-	
Garçons (Secondaire)	69%	-	
Filles (Secondaire)	68%	-	
Total	60%	-	4
Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	49%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	7%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	1%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	5%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	1%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	15%	-	
Enfant jamais allé à l'école	0%	-	
Autre	18%	-	
Ne se prononce pas	3%	-	

Fréquence de réponses pondérée)

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	2	2
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	0	0
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	3	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	4
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	9	8
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	3	3
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	4	4
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

Fréquence de réponses pondérée)	Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	2	2
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	0	0
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	3	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	4
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	9	8
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	3	3
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	0	0
Autre	4	4
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	75%
Avant la crise	-	71%

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	65%
Avant la crise	-	63%

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant	50,75
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise	50

Analyse Éducation

La majorité des ménages (93 %) se trouvent à moins d'une heure d'une école primaire fonctionnelle, mais 2 % signalent l'absence d'école accessible. Seules 2 % des écoles sont partiellement occupées par des groupes armés. Quelques enfants de 6 à 11 ans ne fréquentent pas régulièrement l'école, et 60 % des ménages rapportent qu'aucun enfant n'a assisté aux cours ces 14 derniers jours.

Le principal frein à la scolarisation est financier, avec 49 % des ménages incapables de payer l'école. Les enfants déplacés sans inscription à proximité sont particulièrement touchés, affectant 9 filles et 8 garçons de 6 à 11 ans. Les responsabilités domestiques ou agricoles contribuent aussi à la déscolarisation.

Le taux d'inscription en primaire est de 75 %, légèrement supérieur à avant la crise (71 %), mais la fréquentation des cours reste faible (65 %). Enfin, le ratio moyen est de 50,75 élèves par enseignant, soulignant une surcharge des classes.

Ces résultats reflètent des défis majeurs liés à l'accès, aux coûts et à la continuité éducative.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérées) ³	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		25	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)			Non
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	96%	-	
Nutrition	1%	0	
Abris	1%	0	
AME	2%	0	
EHA	0%	0	
Santé	0%	0	
Education	0%	0	
Nourriture	1%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	1%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	19	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	15	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	4	
AME	-	7	
EHA	-	4	
Santé	-	12	
Education	-	6	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	2	
Cash	-	6	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	69%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	60%	-	
Vouchers / foires	14%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	56%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	11%	-	
Autre	24%	-	

	EM	IC
	(% de ménages)	
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²		
Pas de besoin d'information	0%	-
Où recevoir l'assistance	86%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	86%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	5%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	20%	-
Comment donner son feedback	3%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	17%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	13%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	7%	-
Autre	0%	-
Préfère ne pas répondre	1%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	44%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	38%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	14%	-
SMS	27%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	4%	-
Evenements communautaires	7%	-
Crieurs publics avec mégaphones	20%	-
Au travers des leaders communautaires	37%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	4%	-
Organisations / comités de femmes	12%	-
Autorités locales gouvernementales	19%	-
Autorités locales (police, militaires)	1%	-
Autre	1%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²		
Appel téléphonique	43%	-
Boite à plaintes	73%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	16%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	3%	-
SMS	19%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)	1%	-
Evenements communautaires	1%	-
Crieurs publics avec mégaphones	4%	-
Au travers des leaders communautaires	27%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	2%	-
Organisations / comités de femmes	11%	-
Autorités locales gouvernementales	14%	-
Autorités locales (police, militaires)	4%	-
Autre (préciser)	1%	-
Préfère ne pas répondre	0%	-

Analyse AAP

La majorité des ménages (96 %) n'ont pas reçu d'assistance humanitaire depuis le début de la crise. Les besoins prioritaires identifiés concernent principalement la nourriture (19 %), les moyens de subsistance (15 %) et l'accès à la santé (12 %). Les bénéficiaires préfèrent recevoir l'aide sous forme de cash (69 %) ou via des transferts électroniques (60 %), bien que l'aide en nature reste également appréciée (56 %).

En matière d'information, la priorité est de savoir où et comment accéder à l'aide (86 %). Les appels téléphoniques (44 %) et les échanges en face-à-face avec des humanitaires (38 %) sont les canaux de communication les plus prisés. Pour exprimer des plaintes ou donner un feedback, les boîtes à plaintes (73 %) et les appels téléphoniques (43 %) sont les options privilégiées.

Ces résultats soulignent des besoins urgents non couverts, une forte demande de clarté sur l'accès à l'aide et des attentes précises en termes de modalités d'assistance et de communication.

Conclusions générales et commentaires

La situation décrite met en lumière des défis humanitaires multidimensionnels nécessitant une intervention urgente et ciblée. La malnutrition, tant chez les enfants que chez les femmes enceintes et allaitantes, avec des taux élevés de malnutrition aiguë sévère et modérée nécessitent une prise en charge urgente. Les conditions de logement sont précaires, accentuant les risques liés à la santé et à la sécurité, tandis que les infrastructures sanitaires inadéquates aggravent les menaces de maladies hydriques. L'accès limité aux services de santé et d'éducation, combiné à des contraintes financières et sécuritaires, accentue la vulnérabilité des populations. Les violences et tensions intercommunautaires exacerbent d'avantage les besoins de protection. Les besoins prioritaires sont nourriture, santé, moyens de subsistance, éducation et protection. Des interventions adaptées, axées sur l'aide alimentaire, le renforcement des services de base et la protection, sont essentielles pour répondre à cette crise. Aux partenaires humanitaires avec la capacité de se positionner dans ces zones pour apporter réponse aux besoins de la population déplacée et dans les familles d'accueil, la zone ne pose pas actuellement des problèmes d'accès. L'approche Nexus serait beaucoup plus envisagée dans la réponse pour aider la population d'accueil de se remettre progressivement de la crise après que les PDI seront retournés dans leurs zones d'origine.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre). Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présentés sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc.). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni à un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont < 28 pour une consommation « pauvre », 28,5-42 pour une consommation « limite » et > 42 pour une consommation « acceptable ».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSS/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISSS sont de < 3 pour une situation « acceptable », 4 - < 18 pour une situation « limite » et > 19 pour une situation « pauvre ».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil", "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusés non-protégés ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: TMP)